



TRAVAIL - EMPLOI FORMATION - INSERTION



Contact : Noel DAUCE au 06 81 64 58 98

SNU TEFi FSU Contribution pour le versant Fonction Publique Ministère du Travail/Pôle-Emploi/Missions Locales

Ministère du Travail

Les conséquences de la RGPP, de la fusion au sein des DIRRECTE et des orientations gouvernementales se font lourdement sentir:

- suppressions d'emplois/charges de travail accrues
- suppressions des missions (emplois, formation professionnelle)
- multiplication des objectifs chiffrés
- dévalorisation et déstabilisation des agents comme mode de relations hiérarchiques
- mobilisations importantes : grève du 7 février avec appel intersyndical.
- exigence reconnaissance immédiate des suicides de Luc Béal-Rainaldy et de Romain Lecoustre en accident de service
- nouvel appel à la grève nationale le 15 mars 2012 avec manifestation nationale à Paris (Montparnasse-Ministère rue de Grenelle)

Secteur Pôle-Emploi

La croissance du chômage depuis plusieurs mois met à nouveau le réseau Pôle-Emploi en tension. D'autant plus que la convention tri-partite 2012-2015 est bâtie sur un schéma prévoyant un retour de la croissance. Le plan stratégique élaboré par la Direction se construit en total mépris avec les instances représentatives du personnel et les organisations syndicales. (ainsi qu'en témoigne l'expression de quatre syndicats: SNU-FSU/ CGT/SUD/FO).

Le renfort de 1000 CDD est totalement insuffisant et nous revivons une nouvelle phase de tentatives de suicide (quatre en l'espace de dix jours) qui souligne la situation dramatique.

Nous revendiquons:

- une négociation d'un nouveau texte de cadrage stratégique et opérationnel (en dehors notamment de l'Unedic).
- un plan d'urgence avec des moyens supplémentaires
- la reconstruction de Pôle-Emploi comme un vrai service public
- la renégociation de la Convention Unedic

Le SNU-Pôle6emploi organise les 27 et 28 mars 2012 des Etats Généraux des conditions de travail à la Maison des syndicats de Créteil (94).

Missions Locales

L'activité des Missions Locales est soumise de plus en plus à des Contrats par Objectifs qui déterminent en grande partie le financement des structures. Des mesures de restrictions budgétaires et de licenciement se développent dans les missions locales.

Nous revendiquons la nécessité d'un plan d'urgence en direction de la jeunesse (mesures pour l'emploi, mesures pour le logement, mesures financières, plan de formation professionnelle) particulièrement dans les zones géographiques où le chômage des jeunes atteint des "sommets".

Nous revendiquons également la densification du Service Public.

La période actuelle pré-électorale est marquée dans tous nos secteurs par une pression gouvernementale importante visant à remplir au maximum les contrats aidés. Ainsi le traitement électoral du chômage fait un retour en force.